



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Niort, le 30/12/25

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KRATON CHEMICAL

262, Rue Jean-Jaurès
ZI de Romagné
79000 Niort

Références : 0007201097/ 2026/04
Code AIOT : 0007201097

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement KRATON CHEMICAL implanté 262, Rue Jean-Jaurès ZI de Romagné 79000 Niort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KRATON CHEMICAL
- 262, Rue Jean-Jaurès ZI de Romagné 79000 Niort
- Code AIOT : 0007201097
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société KRATON est spécialisée dans la production de résines synthétiques utilisées dans les process de fabrication d'encres, d'adhésifs et de gommes pour pneumatiques.

Le site de Niort emploie 50 personnes et s'organise autour d'un atelier de production. Le site fonctionne 24h/24, 7j/7, 300j/an.

L'utilisation de substances toxiques classe le site Seveso Seuil haut par la règle des cumuls.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2025 Prélèvements environnementaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Demande de justificatif	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé une non conformité lors de la visite du 09/12/2025 en lien avec la mise à jour du document POI. Il est demandé à l'exploitant de transmettre une version papier en plus de la version électronique déjà transmise.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Code de l'environnement R. 515-100 « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »

Constats : Le document POI connu de la DREAL pour le site de KRATON est daté du 29 août 2019. En séance, l'exploitant présente un POI V9 daté de décembre 2025. Il précise que cette version est selon lui provisoire dans l'attente de la signature de l'arrêté préfectoral autoportant du site. L'inspection indique en séance que la production et la mise à jour du POI est indépendante de la production de l'arrêté préfectoral autoportant. Par courriel du 12 décembre 2025 l'exploitant a transmis à la DREAL la version 9 de son POI.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet la version 9 de son POI en version papier sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Code de l'environnement R. 515-100 « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »
Constats : En séance, l'exploitant présente son dossier « exercice ». L'inspection constate qu'un exercice « majeur » est prévu tous les ans (04/11/2025) et qu'un exercice mineur est réalisé tous les deux mois (sans arrêt de la production). Sur l'année 2025, les dates des exercices sont les suivantes : 22 janvier 2025, 26 mars 2025, 28 mai 2025, 23 juillet 2025, 24 septembre 2025, 4 novembre 2025 (exercice annuel). Le thème de l'exercice annuel du 4 novembre porte sur une perte de confinement du réservoir 4T08 et l'inflammation de la nappe dans la rétention associée. La fréquence d'organisation des exercices POI est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>En séance, l'exploitant indique que les dispositions constructives des bâtiments font intervenir des matériaux « inertes » : béton, bardages métalliques, toitures métalliques sans amiante.</p> <p>Il précise que la recherche des substances et des milieux a été effectuée selon le guide France chimie sur la base des phénomènes dangereux du site et du plan des stockages des produits « chimiques » du site.</p> <p>Le site est constitué majoritairement de réserves de solvants, de précurseurs à la chimie des polymères, d'un catalyseur ainsi que de produits finis.</p> <p>L'exploitant prévoit donc d'analyser les produits de décomposition de ces substances en cas d'incendie (dans l'air) : CO, NO_x, HCl, COV, BTX, Formaldéhyde, SO₂, HAP, HF.</p> <p>Le détail apparaît dans le chapitre 7 du document POI.</p> <p>L'inspection note que l'exploitant n'a pas prévu d'effectuer de prélèvement dans les matrices eau et sol dans sa stratégie « 1^{ers} prélèvements environnementaux ».</p> <p>Voir en annexe confidentielle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

Constats :

La stratégie de prélèvement de l'exploitant dépend du scénario accidentel, des produits de décomposition à rechercher ainsi que de la météorologie.

Le document POI présente les agents chimiques recherchés, la stratégie d'échantillonnage ainsi que les méthodes analytiques choisies.

La figure en page 131 du document POI V9 présente la méthode de référence choisie, le matériel associé ainsi que la limite de détection de chaque méthode.

Agent chimique	Méthode de référence et principe	Matériel	Méthode Analytique	Limite de détection
CO, NO, NO ₂ , SO ₂ , HCN	Mesures ponctuelles par détecteur	Détecteur spécifique	Méthode interne	-
COV (réalisable sur sacs) Screening COV (dont BTEX)	Prélèvement sur Sacs type TEDLAR Analyse en laboratoire	Sac	GC-FID ou GC-MS	1 à 20 µg/m ³
COV : Screening sur tube passif (dont BTEX)	Méthode interne (prélèvement passif sur tube radiello 145)	Tube passif	ATD / GC-MS	1 µg/tube (0,03 µg/m ³ sur 24h)
NO ₂ , SO ₂ , HF	Méthode interne (prélèvement passif sur tube radiello 166/ et/ou mesures ponctuelles sur détecteur	Tube passif	Désorption chimique / Dosage par chromatographie ionique	NO ₂ : 30 µg/m ³ sur 8 h SO ₂ : 12 µg/m ³ sur 8 h HF : 30 µg/m ³ sur 8 h Détecteur < 1 ppm
HAP particulaires et gazeux	Méthode interne CF.SE.MC.AE.36	Pompe autonome + Filtre en fibres de quartz et tube XAD2	HPLC-FLUO DAD	0,005 µg/support (pour B[a]pyrène)
HCL	Méthode interne (prélèvement passif sur tube radiell169)	Tube passif	Cl : chromatographie ionique	3,5 µg/m ³ sur 24 h
Formaldéhyde et autres aldéhydes	Méthode interne (prélèvement passif sur tube radiello 165)	Tube passif	Dosage par HPLC	Environ 5 µg/tube (1,2 µg/m ³ sur 24h)

Les paramètres et les performances analytiques sont définies par le laboratoire d'analyse sous-traitant (SOCOTEC) avec lequel l'exploitant a contractualisé la réalisation des premiers prélèvements environnementaux.

L'exploitant a effectué la commande de ce service le 06 décembre 2023 et le laboratoire sous-traitant a produit un rapport de stratégie daté du 30 janvier 2024 qui pose les termes du contrat.

Le contrat fait état de 3 groupes analytiques selon une méthodologie générique propre aux sites SEVESO Seuil Haut :

- **Groupe 1** : les substances à rechercher incluent systématiquement les produits de décomposition en cas d'incendie,
- **Groupe 2** : les substances à rechercher incluent en plus du groupe 1, les substances toxiques susceptibles de se disperser dans l'air en cas de fuite de contenant (et hors contexte d'incendie),
- **Groupe 3** : les substances à rechercher incluent, en plus des groupes 1 et 2, les substances générant des incommodités fortes sur de grandes distances.

Sur la base du guide France Chimie et de l'oméga 16 de l'INERIS, sont retenus, pour le site de KRATON Niort, les analytes suivants :

- **Groupe 1** : CO, Nox, HCl, COV, BTX, Formaldéhyde, SO₂, HAP, HF.

Les PCDD/DF et PCB sont exclus selon les préconisations de France-Chimie, les spécificités analytiques ne permettent pas de rendre un résultat fiable sur la cinétique analytique adoptée pour la réalisation des "1er prélèvements environnementaux".

Les suies et poussières sont exclues, l'exploitant indique que la recherche de traceurs de toxiques particuliers sont déjà prévus (HAP).

- **Groupe 2** : HF comme proxy du BF₃,
- **Groupe 3** : Aucune substance retenue.

Le positionnement des points de prélèvements a été étudié selon la répartition annuelle des vents observés pour le site de Kraton Niort. Les vents majoritaires présents sur site sont de Nord-Est et de Sud-Ouest.

Dans le cadre du déclenchement de la procédure de prélèvement, les points de prélèvement sont définis de la manière suivante :

- I - Prise en compte des caractéristiques du sinistre : localisation, nature, caractéristiques de l'accident, définition de la liste des produits de décomposition,
- II - Prise en compte des conditions météorologiques : force et direction du vent sur toute la durée de l'incendie (manche à air ou station météo), pluviométrie, nébulosité,
- III - Dispersion des fumées, hauteur estimée du panache, visibilité, gêne olfactive ou respiratoire,
- IV - Positionnement des points de prélèvement :
 - 1 point témoin dans le sens opposé du vent (prélèvement témoin),
 - 3 points à définir en fonction des conditions selon l'organisation suivante,
 - 1 point en limite de propriété ou dans un rayon proche sous les vents dominants,
 - 2 points dans un rayon maximal de 2-5 km sous les vents dominants.

L'exploitant indique qu'il a fait le choix de contractualiser l'ensemble de la prestation avec le laboratoire SOCOTEC qui s'engage à se présenter sur site dans un délai de 1h à 4h après l'appel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : <ul style="list-style-type: none">- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ; Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
Constats : Sur site aucun personnel n'est compétent pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux. L'exploitant indique qu'il a fait le choix de tout contractualiser avec le laboratoire SOCOTEC qui s'engage à se présenter sur site dans un délai de 1h à 4h après l'appel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition
Prescription contrôlée : La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.
Constats : Le site de Kraton Niort est spécialisé dans la fabrication de résine. Il recèle des réserves de solvants, de réactifs liés à la chimie des polymères ainsi que des produits finis. La liste des produits de décomposition de ces substances en cas d'incendie est la suivante : CO, Nox, HCl, Benzène, Toluène, Xylène, Formaldéhyde, SO ₂ , HAP, HF.
Type de suites proposées : Sans suite